



**PRÉFET
DE LA
CHARENTE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Direction régionale de l'environnement de
l'aménagement et du logement de
Nouvelle-Aquitaine**

ARRÊTÉ

Installations classées pour la protection de l'environnement SAS DISTILLERIE DE LA TUILERIE

**relatif à l'exploitation de l'installation de production et de stockage
d'alcools de bouche d'origine agricole**

située au lieu-dit « 2 Fonsseau » sur la commune de Bellevigne

Le préfet de la Charente
Chevalier de l'ordre national du Mérite

Vu le code de l'environnement et notamment son titre VIII du livre Ier, ses titres I et II du livre II et son titre 1er du livre V ;

Vu le code des relations entre le public et l'administration ;

Vu la nomenclature des installations classées prise en application de l'article L.511-2 et la nomenclature des installations, ouvrages, travaux et activités soumis à autorisation ou à déclaration en application des articles L.214-1 à L.214-6 ;

Vu l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 relatif à la limitation des bruits émis dans l'environnement par les installations classées pour la protection de l'environnement ;

Vu l'arrêté ministériel du 2 février 1998 modifié relatif aux prélèvements et à la consommation d'eau ainsi qu'aux émissions de toute nature des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 modifié relatif à la prévention des risques accidentels au sein des installations classées pour la protection de l'environnement soumises à autorisation ;

Vu l'arrêté ministériel du 26 novembre 2012 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2251 ;

Vu l'arrêté ministériel du 14 janvier 2011 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à enregistrement sous la rubrique n° 2250 ;

Vu l'arrêté ministériel du 3 août 2018 relatif aux prescriptions générales applicables aux installations classées pour la protection de l'environnement soumises à déclaration au titre de la rubrique 2910 ;

Vu le décret du 3 juillet 2024 portant nomination de Monsieur Jérôme HARNOIS, en qualité de préfet de la Charente ;

Vu le décret du 14 décembre 2024 portant nomination de Madame Nathalie CLARENC, en qualité de sous-préfète de Cognac ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2025 donnant délégation de signature à Madame Nathalie CLARENC, sous-préfète de Cognac ;

Vu les actes en date des 11 mai 2022 et 22 février 2024 antérieurement délivrés à la société SAS DISTILLERIE DE LA TUILERIE pour l'établissement qu'elle exploite sur le territoire de la commune de Bellevigne ;

Vu la demande du 26 décembre 2022, présentée par la société SAS DISTILLERIE DE LA TUILERIE dont le siège social est situé à Bellevigne, lieu-dit « 2 Fonsseau », à l'effet d'obtenir l'autorisation d'exploiter une installation de production et de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole située au même lieu-dit « 2 Fonsseau » sur la commune de Bellevigne ;

Vu les compléments apportés par le pétitionnaire à cette demande, en date du 29 juillet et du 26 septembre 2024 suite aux demandes de compléments formulées par l'inspection ;

Vu les avis exprimés par les différents services et organismes consultés en application des articles R.181-18 à R.181-32 du Code de l'environnement ;

Vu l'avis de la direction départementale des territoires de Charente du 18 mars 2024 ;

Vu l'avis du 11 juin 2024 du service départemental d'incendie et de secours de la Charente (SDIS 16) ;

Vu la décision n°240000107/86 en date du 26 septembre 2024 du président du tribunal administratif de Poitiers, portant désignation d'un commissaire enquêteur et d'un commissaire enquêteur suppléant ;

Vu l'arrêté préfectoral en date du 30 septembre 2024 ordonnant l'organisation d'une enquête publique pour une durée de 15 jours du 16 octobre 2024 au 30 octobre 2024 inclus sur le territoire des communes de Bellevigne, Lignière-Ambleville et Bonneuil ;

Vu l'accomplissement des formalités d'affichage réalisé dans ces communes de l'avis au public ;

Vu la publication en date du 2 octobre 2024 et du 23 octobre 2024 de cet avis dans deux journaux locaux ;

Vu le registre d'enquête et l'avis du commissaire enquêteur ;

Vu l'avis émis par le conseil municipal de la commune Lignière-Ambleville ;

Vu l'absence d'avis émis par les conseils municipaux des autres communes consultées ;

Vu l'accomplissement des formalités de publication sur le site internet de la préfecture ;

Vu l'arrêté préfectoral du 13 janvier 2025 donnant délégation de signature à Mme Nathalie CLARENC, sous préfète de Cognac ;

Vu le rapport et les propositions en date du 24 janvier 2025 de l'inspection des installations classées ;

Vu le projet d'arrêté porté le 24 janvier 2025 par courriel à la connaissance du demandeur ;

Vu la transmission par e-mail l'exploitant de la société SAS DISTILLERIE DE LA TUILERIE, en date du 31 janvier 2025 émettant des observations sur le projet d'arrêté et les prescriptions ;

Considérant que le projet déposé par le pétitionnaire relève de la procédure d'autorisation environnementale ;

Considérant qu'en application des dispositions de l'article L.181-3 du Code de l'environnement, l'autorisation ne peut être accordée que si les dangers ou inconvénients de l'installation peuvent être prévenus par des mesures que spécifie l'arrêté préfectoral ;

Considérant que les mesures imposées à l'exploitant tiennent compte des résultats des consultations menées en application des articles R.181-18 à R.181-32, des observations des collectivités territoriales intéressées par le projet et des services déconcentrés et établissements publics de l'État et sont de nature à prévenir les nuisances et les risques présentés par les installations ;

Considérant que les conditions légales de délivrance de l'autorisation sont réunies ;

Sur proposition de la sous-préfète de Cognac ;

ARRÊTE

TITRE 1 : PORTÉE DE L'AUTORISATION ET CONDITIONS GÉNÉRALES

CHAPITRE 1.1 BÉNÉFICIAIRE ET PORTÉE DE L'AUTORISATION

Article 1.1.1 Exploitant titulaire de l'autorisation

La société SAS DISTILLERIE DE LA TUILERIE (SIREN 531 227 973), dont le siège social est situé à 2 Fonsseau, lieu-dit « Fonsseau » est autorisée, sous réserve du respect des prescriptions du présent arrêté, à exploiter sur le territoire de la commune de Bellevigne, au lieu-dit « Fonsseau » (coordonnées Lambert 93 X = 454 856 m et Y= 6 498 777 m), les installations détaillées dans les articles suivants.

Article 1.1.2 Localisation et surface occupée par les installations

Les installations autorisées sont situées sur les communes, parcelles et lieu-dit suivants :

Commune	Parcelles	Lieu-dit
Bellevigne (16)	386 C 81 - 82 - 83 - 84 - 85 - 86 - 87 - 88 - 89 - 831 - 972	« Fonsseau »

Les travaux ou aménagements réalisés dans le cadre de l'autorisation se déclinent en différentes tranches :

Tranche des travaux	Dates prévisionnelles de démarrage	Parcelles concernées
Chais 1 - 2 - 3 et A* ; Distillerie de 8 alambics « Charentais » de 25 hl ; Bassin à vinasses de 778 m ³ ; Rétention déportée de 800 m ³ ; Fosse d'extinctions de 120 m ³ ; Cuveries à vin de 60 142 hl. <i>*dans le cadre du projet, le chai A sera dédié au stockage de pineau et non pas d'eaux-de-vie.</i>	Existant (autorisations antérieures)	386 C - 84 - 85 - 86 - 87 - 88 - 89 90 - 831 - 972
Projet Transformation du chai A en chai de pineau de 165 m ³ En dehors du chai A, les anciens chais sont destinés à être transformés en bureau ; aucun stockage d'alcools n'y est plus autorisé. Chais 4-01 / 4-02 Chais 5-01 / 5-02 Chais 6-01 / 6-02 cuveries à vin de 12 292 hl 2sd bassin à vinasse de 1 946 m ³ Cuve de gaz propane de 12 t	2025 à 2030	386 C 81 - 82 - 83

La surface occupée par les installations, voies, aires de circulation, et plus généralement, la surface concernée par les travaux de réhabilitation à la fin d'exploitation reste inférieure à 53 737 m² soit 5,4 ha.

Article 1.1.3 Autorisations embarquées

La présente autorisation tient lieu d'absence d'opposition à déclaration d'installations, ouvrages, travaux et activités mentionnés au II de l'article L.214-3 du code de l'environnement.

Article 1.1.4 Installations visées par la nomenclature et soumises à déclaration, enregistrement ou autorisation

Le présent arrêté s'applique sans préjudice des différents arrêtés ministériels de prescriptions générales applicables aux rubriques ICPE et IOTA listées au 1.2 ci-dessous.

Article 1.1.5 Actes abrogés

Les actes suivants sont abrogés :

- arrêté préfectoral du 11 mai 2022 relatif à l'autorisation d'exploiter de la société Fonsseau pour ses installations situées sur la commune de Bellevigne au lieu-dit « 2 Fonsseau » ;
- arrêté préfectoral complémentaire du 21 février 2024 relatif aux installations de production et de stockage d'alcools de bouche d'origine agricole exploitées par la société SAS Distillerie de la Tuilerie situées sur la commune de Bellevigne au lieu-dit « 2 Fonsseau » ;

CHAPITRE 1.2 NATURE DES INSTALLATIONS

Article 1.2.1 Liste des installations concernées par une rubrique de la nomenclature des installations classées ou par une rubrique de la nomenclature loi sur l'eau

Les installations exploitées relèvent des rubriques ICPE suivantes :

Rubrique Alinéa	Régime	Libellé de la rubrique (activité) Critère de classement	Nature de l'installation
4755-2-a	A	Alcool de bouche agricole et leurs constituants (distillats, infusions, alcool éthylique d'origine agricole, extraits et arômes) présentant des propriétés équivalentes aux substances classées dans les catégories 2 ou 3 des liquides inflammables. [...] 2. Dans les autres cas et lorsque le titre alcoométrique volumique est supérieur 40 % : la quantité susceptible d'être présente (QSP*) étant : a. supérieure ou égale à 500 m ³	Chai 1 : 486 m ³ Chai 2 : 484 m ³ Chai 3 : 491 m ³ Chai 4-01 : 446 m ³ Chai 4-02 : 416 m ³ Chai 5-01 : 400 m ³ Chai 5-02 : 400 m ³ Chai 6-01 : 500 m ³ Chai 6-02 : 500 m ³ QSP totale = 4 123 m³
2250-2	E	Production par distillation d'alcools de bouche d'origine agricole, la capacité de production exprimée en équivalent alcool pur étant : 2. Supérieure à 30 hl/j et inférieure ou égale à 1 300 hl/j	Une distillerie de 8 alambics « charentais » de 25 hl, soit 200 hl de charge de capacité de charge totale (soit 120 hl d'AP/j)
2251-1	E	Préparation, conditionnement de vins, à l'exclusion des installations classées au titre de la rubrique 3642. La capacité de production étant : 1. Supérieure à 20 000 hl/an	77 cuves de vin totalisant 72 434 hl/an
4718-2.b	DC	Gaz inflammables liquéfiés de catégorie 1 et 2 (y compris GPL et biogaz affiné, lorsqu'il a été traité conformément aux normes applicables en matière	1 cuve de propane de 12 t

		de biogaz purifié et affiné, en assurant une qualité équivalente à celle du gaz naturel, y compris pour ce qui est de la teneur en méthane, et qu'il a une teneur maximale de 1 % en oxygène). La quantité totale susceptible d'être présente dans les installations (*) y compris dans les cavités souterraines (strates naturelles, aquifères, cavités salines et mines désaffectées hors gaz, naturellement présent avec exploitation de l'installation) étant : 2. Pour les autres installations b. Supérieure ou égale à 6 t, mais inférieure à 50 t	
2910-A.2.	DC	Combustion, gaz naturel (propane) 2. Supérieure ou égale à 1 MW, mais inférieure à 20 MW	1,04 MW soit 8*130 kW (puissance des brûleurs des alambics)

A : Autorisation, E : Enregistrement, DC : déclaration avec contrôle périodique

* QSP : quantité d'alcool susceptible d'être présente

Les installations projetées relèvent du régime de la déclaration IOTA au titre de la loi sur l'eau au titre des rubriques listées dans le tableau ci-dessous :

Rubrique IOTA	Régime	Installations et activités concernées	Éléments caractéristiques
2.1.5.0 - 2	D	Rejets d'eaux pluviales dans les eaux douces superficielles ou sur le sol ou dans le sous-sol, la surface totale du projet, augmentée de la surface correspondant à la partie du bassin naturel dont les écoulements sont interceptés par le projet étant supérieure ou égale à 1 ha mais inférieure à 20 ha.	Infiltration dans un bassin de régulation à ciel ouvert et rejet sur le site dans un fossé communal avec une régulation partielle du débit. Pas de collecte des pluviales du bassin versant amont. La superficie du site est de 53 737 m ² soit 5,4 ha.

D : Déclaration

Article 1.2.2 Consistance des installations

L'établissement comprenant l'ensemble des installations classées et connexes, est organisé de la façon suivante :

Distillerie : Un bâtiment de 272 m² accueillant la production suivante :

Mode et rythme de production	Désignation	Caractéristiques	Capacité de production
En période de distillation 24 h/24 – 7 j/7	8 Alambics « Charentais »	200 hl de capacité de charge totale	120 hl/j d'alcool pur Production journalière totale (des 8 alambics)

L'installation de distillation de l'établissement respecte les conditions et limites suivantes :

Nature des produits distillés	Volume maximum de produit distillé	Période de distillation
Vins	72 434 hl / an	de septembre à avril

Stockages d'alcool de bouche d'origine agricole de TAV supérieur à 40 % vol. :

Désignation	Surface (en m ²)	Modalités de stockage	QSP (en m ³)
Chai 1	299,46	Récipients mobiles : barriques en bois en rack 4 Réservoirs fixe maximum (tonneaux en bois ou cuves en acier inox), dont maximum 2 cuve acier inox de 55 m ³ chacune	486
Chai 2	299,46	Récipients mobiles : barriques en bois en rack 4 Réservoirs fixe maximum (tonneaux en bois ou cuves en acier inox), dont maximum 2 cuve acier inox de 55 m ³ chacune	484
Chai 3	299,46	Récipients mobiles : barriques en bois en rack 4 Réservoirs fixe maximum (tonneaux en bois ou cuves en acier inox), dont maximum 2 cuve acier inox de 55 m ³ chacune	491
Chai 4-01	299,46	Récipients mobiles : barriques en bois en rack 4 Réservoirs fixe maximum (tonneaux en bois ou cuves en acier inox), dont maximum 2 cuve acier inox de 55 m ³ chacune	446
Chai 4-02	299,46	Récipients mobiles : barriques en bois en rack 4 Réservoirs fixe maximum (tonneaux en bois ou cuves en acier inox), dont maximum 2 cuve acier inox de 55 m ³ chacune	416
Chai 5-01	299,46	Récipients mobiles : barriques en bois en rack 4 Réservoirs fixe maximum (tonneaux en bois ou cuves en acier inox), dont maximum 2 cuve acier inox de 55 m ³ chacune	400
Chai 5-02	299,46	Récipients mobiles : barriques en bois en rack 4 Réservoirs fixe maximum (tonneaux en bois ou cuves en acier inox), dont maximum 2 cuve acier inox de 55 m ³ chacune	400
Chai 6-01	299,69	16 cuves inox de volume maximal 550 hl	500
Chai 6-02	299,69	16 cuves inox de volume maximal 550 hl	500

Installations et équipements connexes

Désignation	Éléments caractéristiques
Stockages de vins	77 cuves inox réparties sur 3 plate-formes extérieures : <ul style="list-style-type: none"> • Cuvierie hangar : 57 cuves totalisant • Cuvierie Chai A : 6 cuves totalisant • Cuvierie Chai 6 : 14 cuves totalisant 12 292 hl 60 142 hl
Stockage de pineaux	Cuvierie chai A : 83 m ³
Stockages de vinasses	2 bassins étanchés de 778 et 1 946 m ³ sur site
Installation de refroidissement	1 groupe froid de 254 kW de puissance frigorifique avec un aéroréfrigérant sec.

Les installations citées à l'article 1.2.1 ci-dessus et au présent article sont reportées avec leurs références sur le plan de situation annexé au présent arrêté.

CHAPITRE 1.3 CONFORMITÉ AU DOSSIER DE DEMANDE D'AUTORISATION

Article 1.3.1 Conformité au dossier de demande d'autorisation

Les aménagements, installations ouvrages et travaux et leurs annexes, objet du présent arrêté, sont disposés, aménagés et exploités conformément aux plans et données techniques contenus dans les

différents dossiers déposés par l'exploitant, incluant l'étude de danger de référence¹, ainsi qu'aux caractéristiques et mesures présentées par le demandeur dans son projet soumis à examen au cas par cas.

La conformité est subordonnée à l'observation préalable des éventuelles prescriptions relatives à l'archéologie préventive.

CHAPITRE 1.4 DURÉE DE L'AUTORISATION ET CESSATION D'ACTIVITÉ

Article 1.4.1 Cessation d'activité et remise en état

L'usage futur du site en cas de cessation à prendre en compte est le suivant : usage industriel.

En cas de cessation d'activité, les conditions de remise en état comprennent notamment les opérations suivantes :

- les fluides et énergies seront consignés ;
- excepté les éléments de structure des bâtiments, l'ensemble des équipements et installations concourant aux activités de stockage et de production (distillation, stockage de vin, stockage d'eaux-de-vie, etc.) ainsi que leurs utilités seront démantelées et évacuées ;
- les déchets et autres produits seront évacués selon des filières agréées.

CHAPITRE 1.5 IMPLANTATION

La distillerie est implantée à une distance minimale de 10 m des limites de l'établissement.

Les cuveries de stockage extérieures de vins sont implantées à une distance minimale de 5 m des limites de l'établissement.

Les chais 1, 2, 3, 4-01, 4-02, 5-01, 5-02, 6-01 et 6-02 sont implantés à une distance minimale de 15 m des limites de l'établissement.

La cuve de propane est implantée à une distance minimale de 20 mètres des limites de l'établissement.

CHAPITRE 1.6 DOCUMENTS TENUS À LA DISPOSITION DE L'INSPECTION

Article 1.6.1 Documents tenus à la disposition de l'inspection

L'exploitant établit et tient à jour un dossier comportant les documents suivants :

- le dossier de demande d'autorisation initial et la dernière version de l'étude de dangers,
- les plans tenus à jour,
- les récépissés de déclaration et les prescriptions générales, en cas d'installations soumises à déclaration non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux associés aux enregistrements et les prescriptions générales ministérielles, en cas d'installations soumises à enregistrement non couvertes par un arrêté d'autorisation,
- les arrêtés préfectoraux relatifs aux installations soumises à autorisation, pris en application de la législation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement,
- tous les documents, enregistrements, résultats de vérification et registres répertoriés dans le présent arrêté. Ces documents peuvent être informatisés, mais dans ce cas des dispositions

¹ l'étude de dangers de référence est la dernière étude de dangers complète (éventuellement mise à jour via une notice de réexamen) qui a fait l'objet d'un avis de l'inspection des installations classées. Si l'étude de dangers est découpée en plusieurs parties, la notion d'étude de dangers « de référence » s'applique indépendamment à chacune des parties

doivent être prises pour la sauvegarde des données. Ces documents sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site durant 5 années au minimum.

Ce dossier est tenu en permanence à la disposition de l'inspection des installations classées sur le site.

TITRE 2 : PROTECTION DES RESSOURCES EN EAU ET DES MILIEUX AQUATIQUES

CHAPITRE 2.1 PRÉLÈVEMENTS ET CONSOMMATIONS D'EAU

Article 2.1.1 Origine et réglementation des approvisionnements en eau

L'approvisionnement en eau se fera uniquement par le réseau public d'adduction d'eau potable pour un volume annuel de 4 320 m³. Un système de disconnexion est installé au niveau du raccordement. Un compteur permet le suivi des consommations. Cette eau sert principalement au nettoyage des équipements, à l'appoint du circuit froid, aux besoins sanitaires et à l'appoint de la réserve d'eau. L'entreprise produira également 400 m³/an d'eau osmosée pour la réalisation de ses opérations de réduction.

CHAPITRE 2.2 CONCEPTION ET GESTION DES RÉSEAUX

ET POINTS DE REJET

Article 2.2.1 Points de rejet

L'exploitant est en mesure de distinguer les différentes catégories d'effluents suivantes :

- les **eaux usées industrielles** (résidus de distillations, eaux de lavage, etc.) ;
- les **eaux pluviales non souillées** et eaux non susceptibles d'être polluées (eaux de toitures et eaux de voiries) ;
- les **eaux de refroidissement**
- les **eaux pluviales susceptibles d'être significativement polluées** (aires de chargement/déchargement) ;
- les **eaux domestiques** (eaux vannes, de lavabos et douches, de cantine, etc.) ;
- les **écoulements pollués lors d'un accident ou d'un incendie** (y compris les eaux utilisées pour l'extinction).

Les réseaux de collecte des effluents générés par l'établissement aboutissent aux points de rejet externes qui présentent les caractéristiques suivantes :

Réf.	Coordonnées Lambert 93	Nature des effluents	Exutoire du rejet	Milieu naturel récepteur
Pt N°1	X = 454 806 m Y = 6 498 713 m (sortie séparateur eau/hydrocarbures 50 L/s)	Eaux pluviales de voiries et des aires de dépotage de l'ensemble des chais de cognac et de la distillerie	Bassin de régulation	Bassin de régulation à ciel ouvert Débit de fuite de 8,5 L/s Surface du bassin 738 m ² Volume utile 820 m ³ Infiltration : Calcaire, calcaires marneux et grès du sommet du Crétacé supérieur des bassins versants de la Charente, de la Seudre et de la Gironde en rive
Pt N°2	X = 454 817 m Y = 6 498 640m (sortie séparateur eau/hydrocarbures 5L/s)	Eaux pluviales de voiries et de l'aire de dépotage du chai de pineau et de l'aire de lavage	Bassin de régulation	

Pt N°3	X = 454 866 m Y = 6 498 574 m (surverse bassin de régulation)	Eaux pluviales des toitures des bâtiments (chais, distillerie et atelier) et des eaux de sortie après séparateur hydrocarbures.	Milieu naturel	droite (code sandre FRFG094). Trop plein : Né du confluent du Chavernut au confluent de la Fontaine de Bagot (code sandre FRFR18)
--------	--	--	-------------------	---

Article 2.2.2 Conception, aménagement et équipement des ouvrages de rejet

Les dispositifs de rejet des effluents liquides sont aménagés de manière à réduire autant que possible la perturbation apportée au milieu récepteur, aux abords du point de rejet, en fonction de l'utilisation de l'eau à proximité immédiate et à l'aval de celui-ci.

Ils doivent, en outre, permettre une bonne diffusion des effluents dans le milieu récepteur.

En cas d'occupation du domaine public, une convention sera passée avec la collectivité compétente.

CHAPITRE 2.3 LIMITATION DES REJETS

Article 2.3.1 Caractéristiques des rejets externes

Les eaux résiduaires respectent les valeurs limites en concentration et flux ci-dessous (avant rejet au milieu considéré).

Point de rejet référencé n°1 (sortie de séparateur eau/hydrocarbures)

- Débit maximum horaire de 180 m³/h (50 L/s) :

Paramètre	Code SANDRE	Sortie de séparateur eau/hydrocarbures Concentration maximale
MES	1305	35 mg/l
DCO	1313	125 mg/l
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l

Point de rejet référencé n° 2 (sortie de séparateur eau/hydrocarbures)

- Débit maximum horaire 18 m³/h (5 L/s) :

Paramètre	Code SANDRE	Sortie de séparateur eau/hydrocarbures Concentration maximale
MES	1305	35 mg/l
DCO	1313	125 mg/l
Hydrocarbures totaux	7009	10 mg/l

Point de rejet référencé n°3 (surverse du bassin de régulation)

Le débit de fuite maximal des eaux pluviales vers le bassin versant du Né est de 30,6 m³/h (8,5 L/s), pour une période de retour de 30 ans. La capacité d'infiltration estimée après colmatage est 5 L/h/m².

CHAPITRE 2.4 SURVEILLANCE DES PRÉLÈVEMENTS ET DES REJETS

Article 2.4.1 Contrôle des rejets

L'exploitant réalise les contrôles suivants :

Pts rejet	Paramètres	Code SANDRE	Type de suivi	Périodicité de la mesure
1 et 2	MES, DCO, Hydrocarbures totaux	1305, 1313, 7009	Ponctuel (en temps de pluie)	Annuelle

TITRE 3 : PROTECTION DU CADRE DE VIE

CHAPITRE 3.1 LIMITATION DES NIVEAUX DE BRUIT

Les zones à émergence réglementée sont définies par le plan en annexe 2.

Article 3.1.1 Niveaux limites de bruit en limites d'exploitation

Sans préjudice du respect, dans les zones à émergence réglementée, des valeurs d'émergence admissibles fixées à l'article 3 de l'arrêté ministériel du 23 janvier 1997 susvisé, les niveaux limites de bruit ne doivent pas dépasser en limite de propriété de l'établissement les valeurs suivantes pour les différentes périodes de la journée :

	Période de jour : de 7 h à 22 h, (sauf dimanches et jours fériés)	Période de nuit : de 22 h à 7 h, (ainsi que dimanches et jours fériés)
Niveau sonore limite admissible	70 dB(A)	60 dB(A)

Article 3.1.2 Mesures périodiques des niveaux sonores

Une mesure des émissions sonores est effectuée aux frais de l'exploitant par un organisme qualifié, notamment à la demande du préfet, si l'installation fait l'objet de plaintes ou en cas de modification de l'installation susceptible d'impacter le niveau de bruit généré dans les zones à émergence réglementée.

Les résultats des mesures réalisées sont transmis au préfet dans le mois qui suit leur réception avec les commentaires et propositions éventuelles d'amélioration.

TITRE 4 : PRÉVENTION DES RISQUES TECHNOLOGIQUES

CHAPITRE 4.1 CONCEPTION DES INSTALLATIONS

Article 4.1.1. Dispositions constructives et comportement au feu

Les installations respectent les dispositions constructives suivantes :

Bâtiment/ local	Dispositions constructives			
	Sol, toiture	Murs	Portes et fermetures	Parois séparatives
Distillerie	Sol en matériaux incombustibles	Murs traditionnels en moellons REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures)	-	Paroi séparative REI 120 entre les locaux de distillation et de chaufferie.
Chai A (stockage de pineau à terme)	Sol en matériaux incombustibles	Murs traditionnels en moellons REI 120 (coupe-feu de degré 2 heures)		
Chais 1, 2 et 3	Sols en matériaux incombustibles Charpente R30 (stable au feu de degré une demi-heure) Toitures et couvertures Broof (t3)	Murs extérieurs au minimum REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures)	Au moins 2 portes vers l'extérieur par cellule, judicieusement réparties, E30 au minimum (pare-flamme de degré une demi-heure), de largeur minimale 0,8	

	Éléments de plafond ou faux-plafond et d'isolation en matériaux A2s1d0 ou Bs2d1		mètre, équipées de seuils ou grille ou tout autre moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides vers l'extérieur	
Chais divisés en deux cellules : 4-01 / 4-02 5-01 / 5-02 6-01 / 6-02	Sols en matériaux incombustibles Charpente R30 (stable au feu de degré une demi-heure) Toitures et couvertures Broof (t3) Éléments de plafond ou faux-plafond et d'isolation en matériaux A2s1d0 ou Bs2d1	Murs extérieurs au minimum REI 240 (coupe-feu de degré 4 heures)	Au moins 2 portes vers l'extérieur par cellule, judicieusement réparties, E30 au minimum (pare-flamme de degré une demi-heure), de largeur minimale 0,8 mètre, équipées de seuils ou grille ou tout autre moyen équivalent évitant tout écoulement de liquides vers l'extérieur	Paroi séparative entre cellules d'un même chai REI 240 avec acrotère dépassant d'au moins 1 mètre la couverture de toiture et en façade Sans porte de communication entre les cellules d'un même chai séparées par la paroi.

Les justificatifs attestant du respect des dispositions constructives spécifiques sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

Article 4.1.2 Désenfumage

Les bâtiments de stockage couverts sont équipés en partie haute de dispositifs d'évacuation naturelle des fumées et des chaleurs (DENFC), à l'exception du chai A dédié au stockage de pinéau.

Les dispositifs d'évacuation des fumées sont composés d'exutoires à commande manuelle et automatique. La surface utile de l'ensemble de ces exutoires n'est pas inférieure à 1 m².

Les DENFC, en référence aux normes en vigueur, présentent les caractéristiques suivantes :

- système d'ouverture de type B (ouverture + fermeture) ;
- fiabilité : classe RE 300 (300 cycles de mise en sécurité) ;
- classification de la surcharge neige à l'ouverture : SL 250 (25 daN/m²) ; la classe SL 0 est utilisable si des dispositions constructives empêchent l'accumulation de la neige ;
- classe de température ambiante T(00) ;
- classe d'exposition à la chaleur B 300.

Des amenées d'air frais d'une superficie égale à la surface utile des exutoires du plus grand canton, cellule par cellule, sont réalisées soit par des ouvrants en façade, soit par des bouches raccordées à des conduits, soit par les portes des cellules à désenfumer donnant sur l'extérieur.

Article 4.1.3 Organisation des stockages

I. Une distance minimale de 1 mètre est maintenue entre le sommet des stockages et la base de la toiture ou le plafond, ou de tout système de chauffage et d'éclairage pour les chais 4, 5 et 6.

II. L'implantation des installations de stockage (barriques, tonneaux, cuves, canalisations...) dans les cellules de stockage permet une libre circulation du personnel et des services de secours. Les allées sont maintenues constamment dégagées (à l'exception du matériel mobile nécessaire à l'exploitation) pour faciliter la circulation et l'évacuation du personnel ainsi que l'intervention des secours en cas de sinistre.

En particulier, chaque cellule de stockage des chais A, 1, 2, 3, 4-01, 4-02, 5-01, 5-02, 6-01 et 6-02 respecte les conditions d'aménagements suivantes :

- une allée principale (centrale ou latérale) de 3 m de largeur minimum est aménagée,
- aucun stockage d'alcool n'est éloigné de plus de 15 m de l'allée principale.

Article 4.1.4 Accessibilité des engins de secours à proximité des installations

I. Le site dispose en permanence de deux accès au moins positionnés de telle sorte qu'ils soient toujours accessibles pour permettre l'intervention des services d'incendie et de secours, quelles que soient les conditions de vent.

II. L'accès au site est conçu pour pouvoir être ouvert immédiatement sur demande des services d'incendie et de secours ou directement par ces derniers. Les véhicules dont la présence est liée à l'exploitation de l'installation stationnent sans causer de gêne pour l'accessibilité des engins des services de secours depuis les voies de circulation externes à l'installation, même en dehors des heures d'exploitation et d'ouverture de l'installation.

La voie d'accès des services publics d'incendie et de secours est maintenue dégagée de tout stationnement. Elle comporte une matérialisation au sol faisant apparaître la mention « accès pompiers ». Ce dispositif peut être renforcé par une signalisation verticale de type « stationnement interdit ».

III. La voie d'accès aux chais jusqu'à la voie engins définie ci-après respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la hauteur libre, au minimum de 4,5 mètres et la pente, inférieure à 15 % ;
- dans les virages de rayon intérieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 11 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum.

IV. L'installation dispose d'une voie « engins » permettant la circulation sur au moins un demi-périmètre de chaque chai.

La voie engins est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de la construction ou occupée par les eaux d'extinction.

La voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 6 mètres, la pente au maximum de 15 % et la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres ;

elle résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum.

V. À partir de chaque voie « engins » est prévu un accès aux issues des chais par un chemin stabilisé de 1,8 mètre de large au minimum sans avoir à parcourir plus de 60 m.

VI. Dispositions spécifiques d'accès et voie engins des installations de préparation et de stockage de vins (rubrique 2251)

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le demi-périmètre des installations de préparation et de stockage de vins et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 %;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une sur largeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 160 kN avec un maximum de 90 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ;

- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation ou aux voies échelles et la voie engin.

VII. Dispositions spécifiques d'accès et voie engins des installations de distillation (rubrique 2250)

Une voie « engins » au moins est maintenue dégagée pour la circulation sur le périmètre de l'installation de distillation et est positionnée de façon à ne pouvoir être obstruée par l'effondrement de tout ou partie de cette installation.

Cette voie « engins » respecte les caractéristiques suivantes :

- la largeur utile est au minimum de 3 mètres, la hauteur libre au minimum de 3,5 mètres et la pente inférieure à 15 % ;
- dans les virages de rayon intérieur inférieur à 50 mètres, un rayon intérieur R minimal de 13 mètres est maintenu et une surlargeur de $S = 15/R$ mètres est ajoutée ;
- la voie résiste à la force portante calculée pour un véhicule de 320 kN avec un maximum de 130 kN par essieu, ceux-ci étant distants de 3,6 mètres au maximum ;
- chaque point du périmètre de l'installation est à une distance maximale de 60 mètres de cette voie ;
- aucun obstacle n'est disposé entre les accès à l'installation et la voie « engins ».

En cas d'impossibilité de mise en place d'une voie engin permettant la circulation sur l'intégralité du périmètre de l'installation et si tout ou partie de la voie est en impasse, les 40 derniers mètres de la partie de la voie en impasse sont d'une largeur utile minimale de 7 mètres et une aire de retournement de 20 mètres de diamètre est prévue à son extrémité.

Article 4.1.5 Dispositifs de rétention et de confinement des déversements et pollutions accidentelles

I. Capacité des rétentions

L'ensemble des installations de production et de stockage de vins et d'eaux-de-vie et des aires de chargement/déchargement est associé à une capacité de rétention.

Installation	Surface (m ²)	QSP (m ³)	Type de rétention	Volume de rétention (m ³)
Cuverie vin (hangar de vinification)	1570	125*	Interne puis déportée	L'ensemble des cuveries sont placées en rétention par des connexions au bassin à vinasses où un volume correspondant au volume de la plus grande cuve de vin sera conservé libre. Des murets en pieds de cuve éviteront les effets de vagues. Rétention déportée : Bassin à vinasse de 778 m ³
Cuverie vin (chai A)	109	40*	Interne puis déportée	
Cuverie vin (distillerie)	264	87,8*	Interne puis déportée	
Aire de lavage	100	-	Déportée	
Distillerie	272	82	Déportée	
Aire de dépotage chai A pineau / vin	100	-	Déporté	
Chai A – pineau	114	165	Interne	120
Chai 1	299,46	486	Interne	650
Chai 2	299,46	484	Interne	650
Chai 3	299,46	491	Déporté	Chais et aires de dépotage rattachées à : Fosse extinction de 120 m ³ puis Rétention étanche déportée de 800 m ³
Chai 4-01	299,46	446	Déporté	
Chai 4-02	299,46	416	Déporté	
Chai 5-01	299,46	400	Déporté	
Chai 5-02	299,46	400	Déporté	

Chai 6-01	299,46	500	Déporté	
Chai 6-02	299,69	500	Déporté	
Aire de dépotage chai 3	100	-	Déporté	
Aires de dépotage chai 4 et 5	100	-	Déporté	
Aire de dépotage chai 6	100	-	Déporté	
Aire de dépotage chai 2	100	-	Déporté	Citerne enterrée 30 m ³

* Volume de la plus grande cuve

II. Gestion des rétentions et des stockages associés

La capacité de rétention est étanche aux produits qu'elle pourrait contenir. Elle résiste à la pression statique du produit éventuellement répandu et à l'action physico-chimique des produits pouvant être recueillis.

Il en est de même pour son dispositif d'obturation qui est maintenu fermé.

L'exploitant veille au bon état des rétentions et des zones de collecte associées qui font l'objet d'une maintenance appropriée. L'exploitant définit par procédure d'exploitation les modalités de réalisation du plan de surveillance des rétentions, comportant au minimum un examen visuel régulier et d'un examen visuel annuel approfondi.

Il veille également à ce que le volume potentiel de rétention reste disponible en permanence. En particulier, la rétention susmentionnée est vidée aussi souvent que nécessaire des eaux pluviales s'y versant. À cet effet, l'évacuation des eaux pluviales respecte les dispositions de l'arrêté ministériel du 2 février 1998 susvisé.

Les produits récupérés en cas d'accident sont éliminés comme les déchets.

Les réservoirs ou récipients contenant des produits incompatibles ne sont pas associés à une même rétention.

III. Dispositions spécifiques aux réservoirs, dont les tonneaux et cuves inox

A.-Les réservoirs fixes présents dans les chais 4-01, 4-02, 5-01, 5-02, 6-01 et 6-02 (tonneaux, cuves inox) sont, de manière directe ou indirecte, ancrés au sol de façon à résister au moins à la poussée d'Archimède induite par une éventuelle présence de liquides dans la zone de collecte des écoulements accidentels.

B.-Les réservoirs sont conçus de manière à pouvoir contrôler leur étanchéité à tout moment, sauf impossibilité technique justifiée par l'exploitant.

C.-Les réservoirs fixes présents dans les chais 4-01, 4-02, 5-01, 5-02, 6-01 et 6-02 (tonneaux, cuves inox) sont équipés de manière à pouvoir vérifier leur niveau de remplissage à tout moment et empêcher ainsi leur débordement en cours de remplissage.

D.-Le stockage des liquides inflammables, toxiques, corrosifs ou dangereux pour l'environnement ainsi que des liquides combustibles de point éclair compris entre 60° C et 93° C, n'est autorisé sous le niveau du sol environnant que dans des réservoirs enterrés placés en fosse.

IV. Dispositions spécifiques à la rétention déportée

Chaque stockage associé à la rétention déportée est associé à une zone de collecte pourvue d'un dispositif de drainage permettant de récupérer et de canaliser les écoulements vers la rétention déportée.

Les écoulements recueillis sont dirigés de manière gravitaire vers une fosse de 120 m³ permettant l'extinction des effluents enflammés et évitant leur ré-inflammation avant qu'ils ne soient dirigés vers la rétention déportée.

La zone de collecte, le drainage, la rétention déportée et la fosse d'extinction, sont conçus, dimensionnés et construits afin de :

- ne pas communiquer le feu directement ou indirectement aux autres installations situées sur le site ainsi qu'à l'extérieur du site ;
- éviter tout débordement des réseaux, pour cela ils sont adaptés aux débits ainsi qu'aux volumes attendus d'effluents et des eaux d'extinction d'incendie, pour assurer l'écoulement vers la rétention déportée (10 l/min/m² au minimum) ;
- résister aux effluents enflammés ; en particulier, en amont de la fosse d'extinction, les réseaux sont en matériaux incombustibles ;
- éviter le colmatage du réseau d'évacuation par toute matière solide ou susceptible de se solidifier ;
- éviter l'épandage des effluents en dehors des réseaux et installations prévus à cet effet ;
- assurer la protection des tiers contre les écoulements éventuels ;
- être éloignés au maximum de la propriété des tiers et de toute autre construction. La cuvette de rétention et la fosse d'extinction sont situées à plus de 15 m des limites du site.

Lorsqu'il est aérien ou en caniveau, le système de collecte ne traverse pas de zone comportant des feux nus et ne coupe pas les voies d'accès aux installations et stockage.

Le système de collecte est protégé de tout risque d'agression mécanique au droit des circulations d'engins.

La fosse d'extinction est implantée en dehors des zones de flux thermiques de 3 kW/m² identifiées dans l'étude de dangers, pour les scénarios d'incendie d'une durée inférieure à 4 heures.

L'exploitant dispose des moyens permettant d'éviter l'inflammation des effluents dans la fosse d'extinction.

La rétention déportée et la fosse d'extinction sont accessibles aux services d'intervention lors de l'incendie.

L'exploitant définit sous sa responsabilité, et en cohérence avec les éléments présentés dans son étude de dangers, dont notamment l'objectif d'évacuation de la quantité d'alcools contenue dans les cellules / les chais en moins de 4 heures, le dimensionnement et les caractéristiques des réseaux et de la fosse d'extinction en fonction des débits potentiels d'effluents enflammés. Les hypothèses et justificatifs de dimensionnement sont tenus à disposition de l'inspection des installations classées.

Le dispositif de drainage fait l'objet d'une vérification périodique, d'un entretien et d'une maintenance appropriés. Les vérifications périodiques portent sur l'étanchéité et l'intégrité des équipements de collecte des écoulements accidentels et des eaux d'extinction d'incendie (avaloirs, etc.) et des équipements de transferts (canalisations enterrées, etc.) selon les fréquences minimales suivantes :

- un contrôle visuel annuel des ouvrages annuellement,
- un contrôle annuel des réseaux avec envoi d'eau,
- un contrôle des réseaux par caméra tous les 10 ans.

En cas d'observations d'anomalies ou de dégradation, l'exploitant y remédie dans les plus brefs délais. Les vérifications périodiques et les opérations d'entretien et de maintenance sont enregistrées dans un document de suivi.

V. Dispositions spécifiques aux aires de chargement, déchargement et manipulation

A.-Les aires de chargement et de déchargement routier de matières dangereuses sont étanches et reliées à des rétentions dimensionnées selon les règles définies aux points I et II de l'article 25 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

B.-Les dispositifs d'obturation sont maintenus fermés en permanence. À défaut, les orifices d'écoulement issus de ces dispositifs sont munis d'un dispositif automatique d'obturation pour assurer ce confinement.

C.-Des zones sont aménagées pour le stationnement en sécurité des véhicules de transport de marchandises dangereuses, en attente de déchargement, à l'intérieur des limites du site.

D.-Le transport des produits à l'intérieur de l'établissement est effectué avec les précautions nécessaires pour éviter le renversement accidentel des emballages (arrimage des fûts...). En particulier, les transferts de matières dangereuses à l'aide de récipients mobiles s'effectuent suivant des parcours identifiés et font l'objet de consignes particulières.

E.-Le sol des aires et des locaux de stockage ou de manipulation des matières dangereuses ou susceptibles de créer une pollution de l'eau ou du sol, solides ou liquides, est étanche et équipé de façon à pouvoir recueillir les fuites éventuelles ou épandages accidentels.

F. Les aires de chargement/déchargement sont matérialisées au sol. Elles sont réservées uniquement au chargement et au déchargement des produits strictement nécessaires à l'exploitation des bâtiments qu'elles desservent.

Chaque aire est équipée d'une installation permettant une liaison équipotentielle entre le camion citerne, le tuyau de dépotage et les installations de stockage.

Des consignes sont établies pour le chargement /déchargement des camions, elles sont affichées à proximité de l'aire de dépotage. Elles précisent en particulier que tout chargement ou déchargement d'une citerne routière ne peut être effectuée que si la liaison équipotentielle est assurée.

VII. Stockage des déchets

Les stockages des déchets susceptibles de contenir des produits polluants sont réalisés sur des aires étanches et aménagées pour la récupération des eaux de ruissellement.

VIII. Confinement des eaux d'extinction incendie

En cas de débordement de la rétention déportée, les effluents sont canalisés en un lieu où ils ne peuvent pas porter atteinte :

- aux biens et aux intérêts des tiers,
- à la qualité d'un cours d'eau ou d'un milieu naturel sensible,
- à la mise en œuvre des moyens de secours.

L'exploitant établit un plan d'intervention précisant les moyens à mettre en place et les manœuvres à effectuer pour canaliser et maîtriser les écoulements des eaux d'extinction d'incendie. Le délai d'exécution de ce plan ne peut excéder le délai de remplissage de la rétention.

Ce plan est porté à la connaissance du personnel et des services d'incendie et de secours. Il est régulièrement mis en œuvre au cours d'exercices, au minimum une fois par an.

Article 4.1.6 Dispositions relatives aux tuyauteries contenant des matières dangereuses

Les matières dangereuses, au sens de l'article 24 bis de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé, incluent les alcools de bouche d'origine agricole de TAV > 17 % vol.

A. Les tuyauteries et capacités contenant des matières dangereuses sont étanches et résistent à l'action physique et chimique des produits qu'elles sont susceptibles de contenir.

B. Les tuyauteries, ainsi que leurs supports, et les capacités contenant des matières dangereuses sont convenablement entretenues et font l'objet d'examens périodiques appropriés permettant de s'assurer de leur bon état et de leur étanchéité. Les modalités d'entretien et examens périodiques, ainsi que les fréquences associées, sont formalisées dans les consignes prévues à l'article 59 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

C.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses présentes dans les chais 1, 2, 3, 4-01, 4-02, 5-01, 5-02, 6-01 et 6-02 sont accessibles et repérées conformément aux règles en vigueur.

D.-Les tuyauteries contenant des matières dangereuses présentes dans les chais 1, 2, 3, 4-01, 4-02, 5-01, 5-02, 6-01 et 6-02 sont installées à l'abri des chocs et sont résistantes aux actions mécaniques, physiques, chimiques ou électrolytiques auxquelles elles sont exposées. Des dispositions spécifiques sont notamment mises en place au niveau des cheminements des tuyauteries à proximité des voies de circulation (hauteur suffisante, protections adaptées, etc.). Leur parcours est aussi réduit que possible.

E.-Le parcours des tuyauteries contenant des matières dangereuses figure sur un plan tenu à jour.

Article 4.1.7 Mise en station des échelles

Pour toute installation située dans un bâtiment de hauteur supérieure à 8 mètres (ce qui est le cas du chai 2 au vu des données techniques présentées dans le dossier de demande susvisé), au moins une façade est desservie par au moins une voie « échelle » permettant la circulation et la mise en station des échelles aériennes, selon les caractéristiques techniques en vigueur.

Ces voies « échelles » sont identifiées et matérialisées sur site.

CHAPITRE 4.2 AUTRES DISPOSITIFS ET MESURES DE PRÉVENTIONS DES ACCIDENTS

Article 4.2.1 Mesures de maîtrise des risques et barrières de sécurité

Sont considérées comme mesures de maîtrise des risques ou barrières de sécurité les mesures figurant notamment en pages 237 à 240, de l'étude de dangers du dossier de demande d'autorisation environnementale, justifiant l'efficacité de cette barrière sont tenus à la disposition de l'inspection.

Article 4.2.2 Contrôle des accès

Les dispositions prévues à l'article 61 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

L'établissement est efficacement clôturé sur la totalité de sa périphérie.

Article 4.2.3 Électricité statique – Mise à la terre

Dans les zones à risque d'incendie ou d'explosion, tous les récipients, canalisations, éléments de canalisations, masses métalliques fixes ou mobiles doivent être connectés électriquement de façon à assurer leur liaison équipotentielle.

L'ensemble doit être mis à la terre. La valeur des résistances des prises de terre est conforme aux normes.

Lorsque les réservoirs et les récipients ne sont pas au même potentiel que leurs systèmes d'alimentation, ces derniers doivent être disposés de façon à éviter tout emplissage par chute libre.

Article 4.2.4 Installations électriques

Les dispositions prévues aux A à D de l'article 66 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées par les dispositions suivantes :

La mise à la terre est effectuée suivant les règles de l'art. Le matériel électrique est entretenu en bon état et reste en permanence conforme en tout point à ses spécifications techniques d'origine. Les conducteurs sont mis en place de manière à éviter tout court-circuit.

L'éclairage artificiel par lampes dites « baladeuses » à incandescence est interdit. Il doit être fait usage de lampes dites « baladeuses » à fluorescence sous réserve qu'elles présentent un degré de protection égal ou supérieur à IP 55 avec protection mécanique.

L'éclairage fixe à incandescence et l'éclairage fluorescent sont réalisés par des luminaires ayant un degré de protection égal ou supérieur à IP 55 avec une protection mécanique. En aucun cas les appareils d'éclairage ne doivent être fixés directement sur des matériaux inflammables.

Les chais disposent d'un éclairage de sécurité permettant d'assurer l'évacuation des personnes, la mise en œuvre des mesures de sécurité et l'intervention éventuelle des secours en cas d'interruption fortuite de l'éclairage normal.

Les appareils de protection, de commande et de manœuvre (fusibles, disjoncteurs, interrupteurs, disjoncteurs...) sont tolérés à l'intérieur des chais sous réserve d'être contenus dans des enveloppes présentant un degré de protection égal ou supérieur à IP 55.

Les appareils utilisant de l'énergie électrique (pompes, brasseurs...) ainsi que les prises de courant sont au minimum de degré de protection égal ou supérieur à IP 55.

Article 4.2.5 Événements et parois soufflables pour les stockages d'alcools en cuves inox

Tout réservoir métallique de stockage d'alcool est équipé d'événements correctement dimensionnés permettant de prévenir le phénomène de pressurisation lente. Les justificatifs de l'installation et du bon dimensionnement de ces événements sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées.

À défaut de justification spécifique, la surface « Se » des événements est au minimum égale à :

$$Se = \frac{U_{fb}}{3600 \text{ Cd}} * \left(\frac{P_{air}}{2 \Delta p} \right)^{0,5}$$

P_{air} : masse volumique de l'air (= 1,3 kg/m³).

Cd : coefficient aérodynamique de l'événement (entre 0,6 et 1).

Δp : surpression devant être évacuée en pascals.

U_{fb} : débit de vaporisation en normaux mètres cubes par heure d'air, calculé selon la formule suivante :

$$U_{fb} = \frac{70900 * A_w^{0,82} * R_i}{H_v} * \left(\frac{T}{M} \right)^{0,5}$$

A_w : surface de robe au contact du liquide inflammable contenu dans le réservoir, en mètres carrés (avec une hauteur plafonnée à 9 mètres).

H_v : chaleur de vaporisation en joules par gramme.

M : masse molaire moyenne de la phase gazeuse évacuée en grammes par mole.

R_i : coefficient de réduction pour prendre en compte l'isolation thermique ; ce facteur est pris égal à 1 correspondant à l'absence de toute isolation.

T : température d'ébullition du liquide inflammable en Kelvin.

Les événements des cuves ne disposent d'aucun dispositif de fermeture fixe.

Toute nouvelle cuve entrant sur l'installation devra être dûment déclarée avant mise en place sur le site et équipée d'une paroi soufflable, d'événements, ou de trous d'hommes dûment dimensionnés conformément aux normes en vigueur.

Ces événements, parois soufflables, ou trous d'hommes sont disposés de façon à ne pas produire de projection et d'effets de surpression à hauteur d'homme en cas d'explosion.

CHAPITRE 4.3 MOYENS D'INTERVENTION EN CAS D'ACCIDENT ET ORGANISATION DES SECOURS

Article 4.3.1 Système de détection automatique

L'exploitant met en œuvre sur l'ensemble des bâtiments à risques (chais de stockage d'alcools et distillerie) d'incendie les dispositions relatives à la surveillance et au réseau de détecteurs prévues à l'article 55 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé.

Article 4.3.2 Entretien des moyens d'intervention

Les dispositions prévues à l'article 68 de l'arrêté ministériel du 4 octobre 2010 susvisé sont complétées, sans préjudice d'autres réglementations, l'exploitant fait notamment vérifier périodiquement par un organisme extérieur les matériels de sécurité et de lutte contre l'incendie suivants selon la fréquence définie ci-dessous :

Type de matériel	Fréquence minimale de contrôle
Extincteurs	Annuelle
Système de détection incendie	Semestrielle
Dispositifs de désenfumage	Annuelle
Réserve d'eau contre l'incendie	Annuelle
Réserve d'émulseur pour les PIA	Annuelle

Les dates, les modalités de ces contrôles et les observations constatées doivent être inscrites sur un registre tenu à la disposition des services de la protection civile, d'incendie et de secours et de l'inspection des installations classées.

Article 4.3.3 Moyens de lutte contre l'incendie

L'exploitant doit disposer de moyens de lutte contre l'incendie adaptés aux risques à défendre, et au minimum les moyens définis ci-après :

- une réserve d'eau de 600 m³ située au Nord de l'établissement (parcelle 386 C 84) associée à des trois aires de stationnement et des prises d'aspiration en nombre suffisant pour les engins de secours ;
- une réserve d'eau de 200 m³ située au Sud de l'établissement (parcelle 386 C 831) associée à une aire de stationnement et d'une prise d'aspiration pour les engins de secours ;

Ces points d'eau sont accessibles en permanence aux services publics d'incendie et de secours et munies de raccords normalisés et adaptés aux moyens d'intervention des services d'incendie et de secours. Le bon fonctionnement de ces prises d'eau est périodiquement contrôlé.

Les deux réserves d'eau susmentionnées sont dotées de plates-formes d'aspiration par tranche de 120 mètres cubes de capacité.

Ces moyens sont complétés par les moyens suivants ;

- d'extincteurs en nombre et en qualité adaptée aux risques (144 B au minimum) répartis dans l'établissement, notamment dans chaque zone ou bâtiment à risque incendie et à proximité des aires de chargement et de déchargement, de sorte que la distance maximale pour atteindre un extincteur soit inférieure à 15 m ;
- les cellules des chais 1, 2, 3, sont chacune équipées d'au moins deux robinets d'incendie armés équipés en dispositif à mousse avec un émulseur (appelés aussi « postes incendie additivés », PIA) prévu pour

l'extinction des liquides polaires de manière à assurer 3 minutes d'autonomie et permettant d'atteindre un foyer d'incendie par deux directions opposées.

- les cellules 4-01, 4-02, 5-01, 5-02, 6-01 et 6-02 sont chacune équipées d'au moins deux extincteurs sur roues de 50 kg et positionnés de sorte à pouvoir attaquer un feu par deux directions opposées.

TITRE 5 : DÉLAIS ET VOIES DE RECOURS

Le présent arrêté est soumis à un contentieux de pleine juridiction.

Il peut être déféré auprès du Tribunal administratif de Poitiers : soit par courrier, soit par voie électronique par l'intermédiaire de l'application Télérecours citoyen accessible sur le site www.telerecours.fr ;

1° Par l'exploitant, dans un délai de deux mois à compter du jour de notification du présent arrêté ;

2° Par les tiers intéressés en raison des inconvénients ou des dangers pour les intérêts mentionnés à l'article L. 181-3, dans un délai de deux mois à compter de :

a) L'affichage en mairie dans les conditions prévues au 2° de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement ;

b) La publication de la décision sur le site internet de la préfecture prévue au 4° du même article.

Le délai court à compter de la dernière formalité accomplie, si l'affichage constitue cette dernière formalité, le délai court à compter du premier jour d'affichage de la décision.

Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours gracieux ou hiérarchique dans le délai de deux mois. Ce recours administratif proroge de deux mois les délais mentionnés aux 1° et 2°.

L'auteur d'un recours hiérarchique ou contentieux est tenu, à peine de non-prorogation du délai de recours contentieux ou d'irrecevabilité, de notifier son recours à l'auteur de la décision et au bénéficiaire de la décision.

TITRE 6 : PUBLICITÉ

Conformément aux dispositions de l'article R. 181-44 du Code de l'environnement :

1° Une copie de l'arrêté d'autorisation environnementale est déposée à la mairie de BELLEVIGNE et peut y être consultée ;

2° Un extrait de cet arrêté est affiché à la mairie BELLEVIGNE pendant une durée minimum d'un mois ; procès-verbal de l'accomplissement de cette formalité est dressé par les soins du maire ;

3° L'arrêté est adressé à chaque conseil municipal et aux autres autorités locales ayant été consultées en application de l'article R. 181-38 du Code de l'environnement, à savoir : BELLEVIGNE, LIGNIERES-AMBLEVILLE et BONNEUIL ainsi que le Grand Cognac ;

4° L'arrêté est publié sur le site internet de la préfecture de la Charente pendant une durée minimale de quatre mois.

TITRE 7 : EXÉCUTION

La sous-préfète de l'arrondissement de Cognac, le directeur régional de l'environnement, de l'aménagement et du logement en charge de l'inspection des installations classées pour la protection de l'environnement et le maire de BELLEVIGNE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera notifié à la SOCIÉTÉ DISTILLERIE DE LA TUILERIE et dont une copie leur sera adressée.

Cognac, le 24 février 2025

P/le préfet et par délégation

La sous-préfète


Nathalie CLARENC

ANNEXE 1
de l'arrêté préfectoral du 24 février 2025

PLAN DES ZONES À ÉMERGENCE RÉGLEMENTÉE

Zones à émergence réglementée : Point n°1, Point n°2, Point n°3 et Point n°4



PLAN DE SITUATION DES INSTALLATIONS - BELLEVIGNE (16)

